

Pour la Démocratie
et pour la Paix!

Clarté

Journal d'opinion et d'action populaire

Vers l'Emancipation
de notre Peuple et la
Sauvegarde de ses
Libertés

Numéro 218 (Numéro 78 sous la Loi du Cadenas de Duplessis)

MONTREAL, SAMEDI, LE 27 MAI, 1939

prix 2 cts.

DES ELECTIONS FEDERALES CETTE ANNEE?

L'ENFER declanche en Espagne

On rapporte de Paris que dans l'espace de deux mois Franco a fait exécuter pas moins de TRENTE-CINQ MILLE prisonniers loyalistes.

Depuis que la trahison a livré Madrid aux légions de Mussolini et d'Hitler, une centaine de "tribunaux militaires" siègent à Madrid, où ils dispensent la mort, jour par jour, en livraisons massives.

Ces assassinats féroces de républicains dont le seul crime a été de défendre leur sol contre l'envahisseur, leur gouvernement démocratique contre le Fascisme, font pâlir les atrocités des journées de juin, 1848, où de furent les ouvriers de la Commune de Paris, en 1871. Là, ce furent les ouvriers d'une grande ville qu'on massacrait, pour avoir osé se défendre; ici c'est le martyre de tout un pays, crucifié par le Fascisme.

La conscience du monde, profondément troublée par l'invasion fasciste de l'Espagne démocratique, profondément émue par la résistance surhumaine d'un peuple de héros, se trouve aujourd'hui devant un crime qui est le prolongement de ceux qui ont précédé, mais qui les égale par sa férocité.

Il faut que partout, le peuple fasse entendre sa voix, pour exiger que le gouvernement canadien fasse pression auprès des autorités franquistes, pour qu'on arrête ce travail de boucherie.

A Montréal, un journal du soir qui se prétend catholique affiche le titre mensonger: "L'Espagne veut collaborer à la Pacification de l'Europe".! Pacification de bourreaux, de gangsters fascistes, qui sèment de tous les côtés la mort, le feu et le sang. Le peuple catholique de Québec répudie la sympathie honteuse de certains de ses chefs pour le Fascisme bestial. Que le peuple se fasse entendre au plus vite!

La Bell Telephone exploite le Public

ON EXIGE UNE DIMINUTION

De toutes les compagnies d'utilité publique, le Bell Telephone est certes celle qui fait le moins parler d'elle et qui abuse le plus tranquillement du monde du privilège qu'elle possède de servir un public nombreux et de classe relativement aisée. Nous disons bien "relative", à l'exception d'un nombre restreint de ses abonnés.

Car on ne peut dire que le téléphone, dans un foyer, soit un objet de première nécessité. A notre époque, cependant, cet appareil devrait faire partie de toutes les maisons. Si pauvre que l'on soit, il est très difficile de s'en passer.

L'on n'entend jamais les chômeurs ou les ouvriers exploités exiger, dans leurs revendications, un appareil téléphonique. Non, ils ont bien d'autre chose à réclamer avant cela. Ils songent plutôt à vivre, à pouvoir nourrir leurs familles et à loger celles-ci convenablement.

Pendant ce temps-là, et alors que l'attention se porte ailleurs, le monopole du téléphone poursuit son bonhomme de chemin, accumulant des profits énormes et se croyant autorisé à imposer des taux exorbitants à ses abonnés parce que, sans doute, il croit que ceux qui peuvent se procurer le "luxu" d'un téléphone sont capables d'en payer les frais, si exagérés soient-ils. C'est là qu'il se trompe.

Explorons d'abord les finances de cette compagnie.

Durant 1930, 1931 et 1932, la compagnie a payé un dividende de 8%, en 1933, 1934, 1935 et 1936, de 6%, et en 1937, de 7%. De plus, la compagnie, de 1930 à 1938, a renouvelé, modernisé, mécanisé son matériel d'exploitation, outillage, etc. pour une valeur totale de \$103,627,000.

Ce qui fait que les actionnaires ont non seulement reçu directement un dividende de 8%, 6% et de 7 1/2%, mais aussi, indirectement, un autre dividende par suite de l'augmentation du capital qui, déduction faite du passif de la compagnie, atteint, en huit

ans, le chiffre de \$32,639,198.12. En 1937, les revenus nets de la compagnie se sont élevés à \$13,747,802.22, soit plus de 17 1/2% du capital payé, \$79,122,400.00.

La compagnie possède actuellement un actif net de plus de \$200,000,000, soit plus de 25% de la mise initiale. Décidément, le commerce rapporte!

Malgré la crise, les dépenses de renouvellement, les dividendes payés, l'actif net a augmenté progressivement, de 1930 à 1937, de plus de \$32,000,000. Et les revenus nets de la compagnie ne cessent d'augmenter, bien qu'ils soient au-delà de 17 1/2% du capital payé. D'autre part, les dépenses ne font que diminuer en raison du fait que le Bell Telephone a congédié 6,436 employés, qu'il a éludé la loi et qu'il continue de faire en faisant profiter les actionnaires d'un dividende indirect, dû à l'augmentation de l'actif, qui a varié mais qui a été en 1937 de près de 8% en plus du dividende direct.

Ouf! voilà. Nous espérons que nos lecteurs digéreront une telle

On proteste contre le Budget

L'on continue à protester, à Ottawa, contre le budget Dunning, qui favorise les riches au détriment de la masse du peuple de ce pays.

M.A.A. Heaps (C.C.F., Winnipeg-Nord) a ajouté ses protestations à celles de nombreux membres du parlement en déclarant, la semaine dernière, que la proposition budgétaire d'exempter les industriels du paiement de taxes aura pour résultat d'augmenter le chômage au lieu de le diminuer, comme le laissait entendre M. Dunning.

Il ajouta qu'une telle politique affecterait tout particulièrement l'industrie du textile. Les gros industriels en profiteront pour renouveler leurs machineries. Et un équipement plus moderne aura pour résultat le congédiement de nombreux employés.

M. R.-J. Deachman (Libéral, Huron-Nord) proposa de son côté la réduction de la taxe de vente. "Ne serait-il pas préférable, dit-il, de diminuer la taxe

(suite page 4)

10,000 coups de pied pour Duplessis

Le petit pamphlet, intitulé "Je vous ai promis..." qui contient les promesses électorales cueillies dans les discours de Maurice Duplessis (juillet-août, 1936) ainsi que des commentaires barbelés, de la plume de notre collaborateur E. Roger, fait sensation partout où il est vendu. Le contraste qu'on y relève, entre ce qu'il nous a promis, et la réalité qu'il nous a fournie, provoque une sensation éminemment louable: celle du désir intense de flanquer dehors le lâche-pied des trustards, le Premier Ministre actuel de la Province.

On a imprimé 10,000 exemplaires du pamphlet, qui constitue 10,000 coups de pied énergiques et bien placés qu'on peut donner au Maurice anti-national. Et ça ne coûte que 2 sous le coup de pied!

Les distributeurs sont unanimes à louer l'effet de "Je vous ai promis," tant sur le public, qui s'en empare joyeusement, que sur le Premier Ministre, qui a tout mis en oeuvre pour supprimer ce pamphlet trop péniblement véridique.

En même temps, ils font appel à tous nos lecteurs pour que ceux-ci participent à la campagne de vente du pamphlet, afin de pouvoir écouler les 10,000 exemplaires le plus largement et le plus rapidement possible — pour que Duplessis en ressente les effets au maximum!

A l'oeuvre, donc, pour achever la diffusion de "Je vous ai promis!"
Allons-y!

Arcand cherche à s'implanter à Québec

Le Parti nazi d'Adrien Arcand a organisé dimanche dernier une espèce d'invasion de la capitale provinciale. Voulu créer l'impression qu'ils avaient de nombreux adhérents à Québec, les fascistes ont fait transporter par autobus des centaines de leurs "swastiques", qui se sont promenés en

chemise naziste dans les rues, pour occuper ensuite une bonne partie de l'espace prise par les assistants au ralliement. L'Arena n'était remplit que d'un tiers; bon nombre des assistants québécois sont sortis avant d'écouter grand-chose des discours hystériques. Quelques-uns ont interrompu le "Chet suprême" soit pour le huer, soit pour demander s'il préparait à la population un régime de camps de concentration.

M. T. BUCK INVITE A SE PRESENTER

A Hamilton

Au cours d'une assemblée tenue à Hamilton, le 18 courant, sous les auspices du conseil d'usine de la Steel Company of Canada et où M. Tim Buck, secrétaire général du Parti communiste du Canada adressait la parole traitant des élections fédérales, les principaux officiers de ce conseil d'usine prièrent M. Buck de briser les suffrages dans leur division au cours des prochaines élections fédérales.

L'un des officiers de ce conseil d'usine fit en ces termes la proposition à l'assemblée: "J'ai écouté avec intérêt le discours de M. Buck et je crois que le moment est venu de briser l'emprise des vieux partis. J'aimerais que cette assemblée considère la possibilité pour M. Tim Buck de constater le siège de cette circonscription aux prochaines élections fédérales."

Remerciant cet orateur, M. Buck expliqua qu'il lui avait fait la même requête dans deux ou trois autres divisions électorales, et il ajouta qu'il fallait considérer la proposition d'une manière générale, afin de profiter des possibilités d'entente avec d'autres partis progressifs.

"Je serai très heureux de considérer cette invitation, continua-t-il. Prenant toute chose en considération, en raison du fait que Hamilton est le centre industriel le plus important du Canada et que la division Est-Hamilton est presque exclusivement composée d'ouvriers, je ne connais pas d'autres circonscriptions que je préférerais représenter."

Le discours principal consista avant-tout en délire anti-sémite, propos racistes, hameux, du genre déjà condamné par les autorités religieuses. Il fut donc d'autant plus inquiétant de constater la présence de plusieurs religieux; le caractère anti-chrétien et séducteur de l'assemblée aurait dû suffire sûrement, pour les décourager d'assister.

Une circulaire du Parti communiste, largement répandue à travers la ville, condamna en termes fort énergiques cette invasion hitlérienne. Les gens qui l'ont reçue ont exprimé leur approbation de cette réponse si nécessaire — surtout, étant donné l'attitude bienveillante adoptée par le régime duplessien et les autorités municipales, envers les traitres hitlériens.

Nous publions ailleurs sur cette page le texte de cette circulaire.

Londres Discutera du Pacte anglo-soviétique

Londres, Angleterre, le 23 mai. — Il n'y aura qu'un item à l'ordre du jour de la prochaine réunion du cabinet: les termes du pacte anglo-soviétique contre l'agression.

Le secrétaire des affaires étrangères le vicomte Halifax fera un rapport au cabinet au sujet de ses entretiens avec des chefs du gouvernement français à Paris et avec Ivan Maïsky, chef de la délégation soviétique à la réunion du Conseil de la Ligue des Nations à Genève.

On rapporte que lord Halifax recommandera l'acceptation des propositions soviétiques, qui comportent des garanties d'assistance réciproque entre la Grande-Bretagne, la France et l'U.R.S.S. en

Travaux pour les Chômeurs?

De quelle sorte?

L'hon. Anatole Carignan, ministre de la voirie dans le cabinet Duplessis et maire de Lachine, a eu un nouvel entretien, mardi dernier, avec les autorités municipales de Montréal au sujet d'un programme de travaux de chômage pour l'embellissement de la ville à l'occasion de la célébration du troisième centenaire de la fondation de Montréal.

En vue de ces fêtes, "on désire, disent les journaux, embellir la ville, faire disparaître certaines laideurs, élargir certaines rues, faire des travaux de déblaiement et de rectification."

Voilà qui est fort bien et que les chômeurs verront d'un bon oeil. Mais que l'on s'applique simplement à faire disparaître les "certaines laideurs" qui déparent notre ville, et les chômeurs auront amplement de quoi s'occuper même après le jour de l'anniversaire de la ville. Car ces "laideurs" — en l'occurrence les taudis — sont la principale chose à faire disparaître, le problème le plus urgent et que l'on doit résoudre avant toute autre chose.

Quoi qu'il en soit, il paraît que M. Carignan — que les chômeurs de Lachine connaissent très bien — est disposé à accepter le programme de travaux suggéré. Car au conseil municipal, les échevins s'agitent. Ils font entendre beaucoup de critiques. Ils promettent chaque mois, de ne plus voter l'indispensable million destiné à "maintenir une vingtaine de milliers de familles dans l'oisiveté alors qu'il y a des travaux urgents à exécuter". Mais en dépit de ces critiques et de la mauvaise humeur des échevins, l'on vote, tous les mois, la somme destinée aux chômeurs.

Il est inutile de dire d'autre part que, de leur côté, les chômeurs en ont assez de cette oisiveté passive dont on leur fait reproche et de la mince ration qu'on leur vote chaque mois à contre coeur, afin non pas surtout de les maintenir dans l'oisiveté mais bien de leur conserver un reste de vie. (Qu'on nous permette cette nuance: le point de vue des secours diffère quelque peu de cet égard.)

Cependant, quelle que soit l'ampleur des travaux que l'on désire entreprendre, on ne saurait prétendre que ce sera la solution définitive du problème du chômage que l'on continue d'ignorer les travaux les plus importants. Nous parlons de la construction de lo

(suite page 4)

Les Discussions se poursuivent à Ottawa

Malgré le fait que la visite royale occupe depuis une semaine l'avant-scène de la vie politique, les discussions se poursuivent à Ottawa quant aux perspectives électorales.

On peut dire en général que la plupart des gens prennent pour acquis la probabilité d'un appel au peuple, d'ici à l'automne. L'introduction, la semaine dernière, de la résolution de l'hon. M. Powers, qui traite de la limitation des dépenses électorales, semble confirmer cette opinion générale. La préparation du rapport de la Commission Rowell-Sirois se poursuit toujours, et on compte l'achever d'ici un couple de mois. Le budget de M. Dunning semble avoir pour but d'"apaiser" les financiers de l'Etat qui menacent de donner leur appui à la Leadership League des Tories et au bloc Duplessis-Heppburn.

La résolution de M. Powers veut qu'on amende la loi électorale de façon à poser une limite aux dépenses que peut faire un candidat, avec des pénalités pour ceux qui n'y adhèrent pas. On se souviendra que le vieux porte-parole Tory, C. H. Cahoon, s'est opposé à la mesure.

Evidemment, il circule aussi des rumeurs selon lesquelles un groupe puissant de dirigeants libéraux ne veut pas que l'élection soit tenue cette année; ce serait plutôt le premier ministre, M. King, qui insiste sur l'opportunité d'un appel à l'électorat.

Toujours est-il qu'on s'attend à ce qu'une élection fédérale soit annoncée dès le départ des souverains pour l'Angleterre.

M. Dies, Commis- voyageur de Wall St.

M. Martin Dies, membre du Congrès américain, préside au Comité d'enquête qui est sensé s'occuper des activités subversives aux Etats-Unis. Le comité est devenu notoire pour deux raisons: d'abord, parce qu'il a protégé le plus possible les Nazis et Fascistes, méritant par là le dévouement à peine déguisé des émissaires d'Hitler; ensuite, parce qu'il s'est acharné à voir partout des "complots communistes" fantasmatisés — allant jusqu'à prétendre que Mme. Franklin D. Roosevelt, ainsi que la petite actrice Shirley Temple, sont des agents de Moscou!

Tout de suite après cette visite, la feuille rose du matin que rédige le Fuehrer québécois, Arcand, a publié une histoire mir

(suite page 4)

La Campagne de Clarte Le Succès s'affirme

Avec la somme de \$1108.61 versée à notre caisse depuis le début de la campagne financière de "Clarté", nous pouvons dès maintenant proclamer le succès complet de notre appel à nos lecteurs et à nos amis.

A l'heure où nous écrivons ceci, notre campagne est terminée. Le rapport final reste à venir. D'après les paroles de nos agents, l'objectif total de \$1,200 sera dépassé. Sept sections ont dépassé ou atteint leurs objectifs respectifs. Les autres l'atteindront d'ici la semaine prochaine.

Un tel résultat est significatif à tous les égards. Il nous fournit la preuve de la résolution bien arrêtée des ouvriers de poursuivre la lutte contre l'opposition, la réaction et pour le recouvrement de leurs libertés.

Nous ne pouvons que féliciter ces ouvriers de leur énergie, de leur courage que, nous en sommes sûrs, ne pourront compter ni un Duplessis ni une loi du cadenas.

Nous les remercions également de leur générosité. Car nous n'ignorons pas que cette générosité s'exerce non sans des sacrifices assez lourds.

Dans un rapport plus élaboré, nous publierons la semaine prochaine le résultat final de la campagne financière de notre journal.

Ci-dessous, le présent résultat:

	Sousc.	abon.	p.c.
Delorimier	\$100.25	\$5.75	106.0
Rosemont	60.00	1.50	102.5
St-George	100.00	...	100.0
Ste-Cunégonde	75.00	...	100.0
Westmount	100.00	...	100.0
Pte-St-Charles-Ville-Emard	100.00	...	100.0
Papineau	92.00	3.00	76.0
Laurier-St-Louis	100.00	.25	64.6
Verdun	25.00	...	41.6
Montcalm	23.00	...	38.3
Port de Montréal	11.51	...	32.4
St-Eusèbe-Hochelaga	14.00	...	18.6
St-Edouard	1.85	3.00	11.4
Total	\$1108.61	ou 92.3%	

Clarte

Journal d'opinions et d'action populaire

Publié par Clarte Enregistrée, Montréal
Imprimé par des ouvriers d'union

Rédaction et Administration: Case postale 2, Station N, à Montréal.

Abonnements: 3 mois, 25c; 6 mois, 50c; Un an, \$1.00
Enregistré comme matière de seconde classe.

MONTREAL, SAMEDI, LE 27 MAI, 1939

Le Conseil privé et notre autonomie

Le 19 juin a été fixé comme date pour l'examen par la Cour Suprême du Canada de la question de l'abolition des appels au Comité judiciaire du Conseil privé, en Angleterre.

Depuis près de cinquante ans, le Conseil privé s'applique à interpréter à sa guise la Constitution canadienne. Chaque fois qu'il a été appelé à rendre une décision, la pression des grands intérêts financiers lui a dicté une décision réactionnaire, anti-sociale. C'est ce fait qui explique l'absence, chez le gouvernement fédéral, de pouvoirs qui lui permettraient d'adopter des lois de sécurité sociale, applicables au pays en entier. A l'époque de la Confédération, il était compris que le gouvernement central pourrait s'occuper de problèmes "d'intérêt général", dont l'envergure dépassait les limites des provinces; mais dans une série de jugements, commençant en 1892, le Conseil privé a renversé cette conception de la constitution canadienne. Par un jugement rendu en 1925, par Lord Haldane, il fut décidé que la clause "intérêt général ou commun" ne pouvait s'appliquer qu'aux cas de "péril", "calamité", "pestilence" ou "famine". C'est ce qui restreint singulièrement le champ d'action du fédéral.

C'est cette situation qui a permis aux intérêts financiers de faire obstacle à l'adoption de lois sociales au fédéral; et ce sont les mêmes intérêts qui veulent maintenant conserver l'emprise du Conseil privé sur notre vie nationale.

Le bien-être de notre population, ainsi que la cause de l'autonomie canadienne, réclament l'abolition des appels au Conseil privé. Le gouvernement de Hepburn s'y oppose. On pourra s'attendre à ce que le régime Duplessis fasse de même. Que certains prétendus nationalistes s'y opposent également, ne sera qu'une preuve de leur manque de sincérité. Les vrais patriotes, qui ont à cœur autre chose que l'intérêt des trusts, exigeront que notre autonomie soit complétée par l'abolition des appels.

Le parlement canadien devra pouvoir régler nos problèmes à nous.

Le progrès démocratique l'exige.

La Police provinciale s'occupe-t-elle réellement des Fascistes?

Il a été annoncé, la semaine dernière, que la Police provinciale était à faire une enquête approfondie sur les agissements des fascistes et nazis du Québec.

Que penser de cette nouvelle surprenante? Premièrement, il y a ceci: la police fédérale avait déjà commencé une enquête de ce genre. Les provinciaux ne font pas autre chose que "co-opérer" à un travail qu'ils n'ont pas voulu initier d'eux-mêmes. Et d'un.

Ensuite, il est incontestable que Duplessis a besoin de faire blanchir sa réputation d'ami du Fascisme. Il a déjà fait prononcer par M. Flitch un discours "anti-fasciste"; maintenant il va un peu plus loin, dirait-on. Tout ceci s'explique d'autant plus facilement, lorsqu'on considère la possibilité d'une élection provinciale. Et de deux.

Finalement, qu'est-ce qui garantit l'authenticité de cette "enquête" duplessiste? Etant donné les attaches qui lient le premier ministre québécois à Arcand, à toute la racaille des espions hitlériens, ne serait-il pas extrêmement probable que la police provinciale "co-opère" avec les fédéraux de façon à CACHER certaines choses qui pourraient compromettre irrémédiablement ledit Maurice Duplessis?

Et de trois.

La vigilance est à l'ordre du jour, en ce qui concerne cette "enquête" duplessiste.

Quant au public, il a le devoir de rapporter aux organisations ouvrières responsables, ainsi qu'aux autorités fiables, tout fait qui pourra aider à mettre à nu les agissements illégaux et séditions des espions d'Hitler et de Mussolini!

M. Duplessis et l'Aide à la Jeunesse

M. Duplessis a parfois des exigences inexplicables. Dans une lettre qu'il adressait récemment à l'hon. Norman Rogers, ministre du Travail dans le cabinet King, il faisait sérieusement remarquer que la somme de \$4,500,000 prévue dans le bill fédéral avait trait à l'entraînement de la jeunesse était "inadéquate".

Une telle attitude de la part de M. Duplessis est renversante si l'on considère avec quelle "touchante sollicitude" il a entouré la jeunesse du Québec durant les deux années qui viennent de s'écouler.

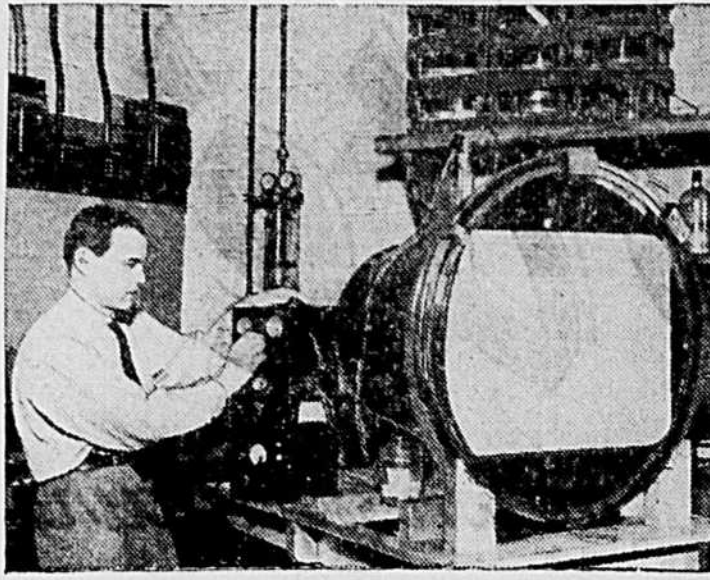
Car le M. Duplessis qui accueille en ces termes l'initiative d'Ottawa relativement à la jeunesse est le même M. Duplessis qui, de la somme de \$545,000 allouée à la province de puis deux ans pour l'entraînement de la jeunesse, n'a utilisé que \$300,000 dans ce but. C'est, de plus, le même M. Duplessis qui, l'année dernière ignorait complètement l'éducation commerciale et industrielle des jeunes, bien qu'Ottawa ait confié à notre province la somme de \$225,000 à cet effet. Tout ce qu'il fit pour les jeunes ce fut de les diriger vers les mines et les forêts, afin de satisfaire aux exigences des barons de ces deux industries.

Et ce M. Duplessis trouve aujourd'hui "inadéquante" une somme de \$4,500,000 affectée au programme d'aide à la jeunesse. Evidemment, M. Duplessis se moque de quelqu'un. Car cette somme n'est que pour l'un des projets du gouvernement d'Ottawa.

M. Duplessis, personne ne l'ignore, entretient dans son for intérieur une sourde hostilité contre le gouvernement fédéral. Qu'Ottawa dise blanc et immédiatement le premier ministre du Québec dit noir. En un mot, tout ce qui vient de l'administration centrale est fort mal accueilli par le chef du gouvernement de notre province.

Après avoir vu comment M. Duplessis a dépensé l'argent d'Ottawa destiné à la jeunesse, on ne peut croire que son attitude ne lui soit inspirée par autre chose que par le désir de discréditer Ottawa.

Mais personne n'est dupe des tactiques inavouables de Maurice. Et le peuple de Québec ne peut pas tolérer bien longtemps encore qu'un vil politicien comme Duplessis sacrifie les intérêts de la province à ses fins politiques.



Ici se voit un tube de télévision, exposé avec d'autres moyens de communication anciens et modernes, dans un laboratoire de démonstration à l'Exposition Mondiale de New York. Connus sous le nom de tube récepteur Kinescope, il a un écran de 24 x 18 pouces; assez grand pour celui qui parle soit vu dans sa grandeur normale.

Le Projet de Défense nationale

Le programme de défense nationale, tel qu'élaboré par l'hon. Ian Mackenzie, ministre de la marine, tel qu'élaboré par l'hon. Communes sur les estimés concernant ce programme, comporte une dépense totale de \$175,000,000 pour la défense de notre pays par terre, par mer et dans les airs, ainsi qu'une dépense minimum annuelle de \$53,000,000 pour le maintien de ces divers services de défense.

M. Ian Mackenzie déclara, au cours du débat, que ce programme ne serait pas effectué avant qu'un comité, composé de membres de tous les partis: la Chambre et au Sénat, soit formé pour l'approbation de ce plan. Ceci est considéré comme l'indication que le gouvernement désire former un comité parlementaire de défense nationale.

L'objectif auquel vise la marine canadienne consiste, déclara M. Mackenzie, en 18 destroyers, 9 pour chaque côte, 8 navires anti-sous-marine, 3 pour chaque côte; 8 torpilleurs, pour la côte est; seulement deux croiseurs, l'un pour les navires de la côte ouest et l'autre pour les torpilleurs de la côte est. Il n'y a pas de limites de fixes pour le temps que prendrait la construction de ces navires.

Ces effectifs coûteront au Dominion une somme de \$68,000,000, et le maintien de ces navires coûtera annuellement la somme de \$13,500,000, sans les intérêts.

Les plans pour la défense côtière de notre pays sont effectués par l'état-major canadien en collaboration avec un expert venu d'Angleterre. La défense côtière, ajouta M. Mackenzie, sera sous la juridiction de l'armée, qui sera en charge des batteries. Le ministre de la défense fit aussi remarquer que pour les principaux items de l'armement et de l'équipement pour les garnisons des divisions et des troupes auxiliaires seront nécessaires.

Répondant aux critiques relativement à l'équipement des divisions mobiles, M. Mackenzie déclara que le but de la création de

527 Aeroplanes

En ce qui concerne la force aérienne, l'on se propose de construire un nombre d'appareils formant un total de 527 avions. Ces appareils nécessitent 325 officiers et 4,500 hommes permanents, et un effectif non permanent de 220 officiers et 2,014 hommes; un total de 745 officiers et de 6,574 hommes.

La force aérienne sera organisée sur la base de 11 escadrons permanents et 12 non-permanents. Les dépenses pour l'accomplissement de ce programme de défense aérienne atteindront la somme de \$27,946,000 et le maintien de ces effectifs une somme annuelle de \$19,655,000. L'on croit que les dépenses militaires du gouvernement pour l'accomplissement de ce programme de défense atteindront la somme de \$70,000,000 annuellement.

M. Ian Mackenzie convint que "l'opinion publique favorise de plus en plus aujourd'hui la création d'institutions publiques pour la fabrication de nos armements." Il ajouta que le gouvernement possédait des plans pour la construction d'un arsenal pour tous les derniers types d'armes. Il affirma que le gouvernement considérerait cette question actuellement.

LE CANADA NE FAIT PAS SA PART POUR LA PAIX

Violant des traités soennels et se moquant des droits de la Pologne, Hitler a transformé la ville de Danzig en un camp armé. Et ceci n'est pas autre chose que la poursuite de la série d'actes d'agression perpétrés par l'axe Rome-Berlin-Tokio, lesquels actes, s'ils ne sont arrêtés par l'unité et la résistance démocratiques conduiront inévitablement à la guerre mondiale.

L'on devrait voir le Canada jouer son rôle dans la bataille collective pour l'établissement d'un front de sécurité collective afin de mettre un frein aux agressions de l'axe. L'opinion de la majorité en ce pays favorise une telle attitude: l'on réclame la rupture avec la politique fatale d'apaisement de Chamberlain, un embargo contre les Etats fascistes et une action décisive contre les agents fascistes opérant dans notre pays ainsi que l'aide aux victimes de l'agression fasciste.

Mais le gouvernement King, bien que forcé de demander des millions pour la défense de nos côtes et de nos territoires contre l'agression fasciste, refuse d'adopter une politique qui donnerait véritablement le maximum de protection pour notre sécurité nationale et qui aiderait à dompter les faiseurs de guerre fascistes.

Déjà, le premier avril 1935, le premier ministre actuel, parlant à

la Chambre des communes, déclarait avec énergie: "Je crois que ce pays devrait déclarer qu'une nation dont on a prouvé qu'elle a menacé la paix en violant un pacte de sécurité collective devrait se voir refuser toute aide en hommes ou en munitions et toute assistance sous forme de crédits!" Ce sont de beaux mots qui sont loin de s'accorder avec les chiffres astronomiques de l'exportation canadienne de nickel, de vivres et autres matériaux de guerre en Allemagne et au Japon!

M. King alla plus loin. Parlant du devoir du Canada et de sa responsabilité, il affirma: "Notre pays, si peu important soit-il, devrait établir une politique définie exprimant l'attitude du Canada envers tout pays qu'on trouverait, après la mise à jour des faits à cet égard, coupable de tentative de détruire ce qui, autrement, eût été la sécurité collective."

Si cet exemple était suivi par d'autres pays de l'empire, comme je crois qu'il le serait, les autres pays dans le reste du monde ne tarderaient pas à nous emboîter le pas.

Six mois après avoir prononcé ces mots, M. King devint, le chef du gouvernement. Plus de quatre ans se sont écoulés... mais M. King n'a pas pratiqué ce qu'il a prêché.

Le Budget Dunning et ce qu'il signifie

Par TIM BUCK

La prochaine élection fédérale est dans l'air. L'on a employé la présente session de la Chambre des Communes à la formation de la stratégie électorale et à la préparation du terrain. Des lois qui, pour répondre aux promesses électorales de M. King, auraient dû être adoptées depuis des années ont été retardées jusqu'à cette session pré-électorale. Quelques unes ont été adoptées, d'autres ont été soumises mais laissées en plan. Cette pratique est basée sur l'idée que le peuple oublie vite, et qu'il juge le gouvernement d'après les lois adoptées juste avant les élections.

Une telle pratique qui consiste à faire des promesses avant une élection pour les oublier par la suite, puis pour les renflouer avant l'élection suivante affaiblit la confiance du peuple dans la démocratie parlementaire. Cela fait le jeu des fascistes et des forces sinistres derrière la Leadership League etc., qui exploitent le dégoût du peuple dans l'espoir de saper et finalement de détruire les bases de la démocratie parlementaire. Cette pratique n'est pas inhérente à la démocratie parlementaire.

Elle est partie de son côté pervers, qui résulte de la dégénérescence générale et de la corruption de la politique capitaliste. On peut et l'on doit l'enrayer. La prochaine élection peut fournir au peuple l'opportunité de mettre fin à cette pratique et d'élire un gouvernement qui se fera le champion des besoins du peuple et mettra en pratique un programme populaire, au lieu d'attendre durant quatre ou cinq ans pour faire de nouvelles promesses en vertu d'une cynique stratégie électorale.

Le budget Dunning n'est pas un budget populaire. C'est le budget de la haute finance. Rien d'étonnant que les porte-paroles de la rue St-Jacques et de Bay Street,

la bataille n'est pas encore terminée. King essaie de satisfaire le gros capital en établissant un prix ridiculement bas pour le blé, mais l'Ouest lutte toujours courageusement pour une garantie de 80 cents le boisseau. Le gouvernement espérait, au moyen de sa législation concernant l'agriculture, se concilier la population de l'Ouest tout en satisfaisant les financiers de l'Est. Vraiment, cela est une tâche des plus difficiles.

2) Loin amendant le code criminel pour garantir aux ouvriers le droit de négociations collectives. On a calculé que cette loi obtiendrait l'appui des unionistes et des ouvriers en général. Il est à remarquer cependant qu'à chaque session, M. J. Woodsworth, le chef du parti C.C.F., a proposé un bill afin de garantir le droit d'organisation aux ouvriers. Ce bill était régulièrement refusé. Et maintenant que nous sommes à la veille d'une élection, le ministre de la Justice a présenté une loi identique au nom du gouvernement!

3) Le 25 avril, l'hon. Charles Dunning présenta le budget pour l'année fiscale 1939-40. Ce budget se distingue par trois nouvelles caractéristiques.

(A) Prolonger jusqu'à trois ans l'exemption de la taxe sur le revenu aux intérêts miniers durant les trois premières années d'opération.

(B) Déduire de l'impôt sur le revenu de toutes les compagnies un montant équivalant à 10 pour cent des capitaux investis durant l'année commençant le 30 avril 1939 et se terminant en mai 1940.

(C) Abolition de la taxe d'accise de 3 pour cent.

Les deux premières mesures sont calculées soi-disant dans le but d'encourager les intérêts privés à augmenter leur capital investi pour faire diminuer le chômage. En fait, elles constituent cependant, un cadeau à la haute finance, afin de se concilier les financiers du Québec et de l'Ontario.

Nous traiterons, dans cet article et dans d'autres qui suivront, de la mesure numéro trois du budget de M. Dunning.

Pour juger le budget objectivement, il est nécessaire d'en parler

à la lumière du principal problème qui fait face au peuple et au pays.

Comment Juger le Budget?

Quel est le principal problème auquel le peuple et le pays doivent faire face? La réponse est claire. Le redressement économique et l'augmentation du pouvoir d'achat. A moins que la grève sur le tas du gros capital ne prenne fin et que tout le capital inutilisé ne soit mis en circulation, à moins que la part du revenu national revenant aux ouvriers, aux fermiers et à la classe moyenne ne soit substantiellement augmentée, nous nous abîmerons davantage dans le désastre économique.

Réfléchissons un moment sur les faits suivants, révélés dans le discours du budget de M. Dunning: "A la fin de mars 1939, les dépôts bancaires au Canada atteignaient le chiffre de \$2,845,000,000, ou 22.2 pour cent au-dessus du niveau de mars 1938."

C'est ici que réside le noeud de la question! La haute finance a fait la grève sur le tas! Aussi longtemps que cela continuera, il ne peut y avoir de redressement économique. Jusqu'à ce que la grève sur le tas de la haute finance ne soit terminée, il ne peut y avoir de diminution du chômage, ni d'augmentation du pouvoir d'achat — ou bien auront-elles pour résultat une plus grande concentration du capital entre les mains de quelques individus, retardant, de ce fait, le redressement économique. Tel est le problème. Seule une telle base nous permet de juger le budget avec justice.

L'analyse démontre que la politique avancée dans le budget ne solutionnera pas le principal problème avec lequel le peuple de notre Dominion est aux prises. Au contraire, une telle politique aggraverait davantage une situation déjà sérieuse.

Le budget Dunning n'est pas un budget populaire. C'est le budget de la haute finance. Rien d'étonnant que les porte-paroles de la rue St-Jacques et de Bay Street,

la "Gazette" de Montréal, le "Globe and Mail," le "Financial Post" et le "Northern Miner" approuvent en chœur ce budget. La seule critique qu'ils se permettent, ce fut de déclarer que M. Dunning ne s'était pas montré assez généreux envers la haute finance. Analysés certains chiffres qui paraissent dans le budget de M. Dunning.

Moins d'activités Plus de Profits

M. Dunning a tracé un index du volume physique des affaires lequel couvre les activités relatives aux manufactures, aux mines, à l'exploitation forestière à la construction et au commerce. Cet index expose la situation de l'économie canadienne. En novembre 1937, le volume physique des affaires atteignit le point culminant de 127.9. Mais cette période fut de courte durée, et l'index tomba à 106.7 en février 1938. Il remonta à 123.4 en novembre 1938. Il est encore diminué depuis et l'index préliminaire pour mars 1939 demeure à 113.1. Le revenu national pour l'année 1938 est estimé à \$4,460,000,000, approximativement 7 1/2 pour cent de moins que le total pour 1937.

L'on pourrait croire que la haute finance accusa une diminution de profits en 1938 en raison de la baisse du revenu national, mais tel n'est pas le cas. Au contraire, les profits augmentèrent. L'impôt sur le revenu, versé au trésor en 1938, confirme ce fait. Cet impôt, provenant de quelques riches, s'éleva à \$142,025,000. C'est un record: 18% de plus qu'en 1937. Observons: le revenu national diminua de 7 1/2% et les profits de quelques individus augmentèrent à tel point que l'impôt sur le revenu est plus élevé de 18%. Tel est le portrait étonnant de notre tragique situation. La part revenant aux ouvriers, aux fermiers et à la classe moyenne diminua considérablement — abaissant ainsi le pouvoir d'achat — tandis que, malgré le déclin du

volume des affaires, les profits de la haute finance augmentèrent.

Des Taxes aux Pauvres, des Cadeaux à la haute Finance

Brossons ce tableau encore plus complètement. Le revenu total du gouvernement fédéral, pour l'année qui vient de se terminer, atteignit \$501,677,000. D'où est venu cet argent? Toute personne intelligente s'imaginerait que la plus grande partie de cet argent vient de cette section de la population qui obtient la plus large part du revenu national. Ceci serait juste. Ceci serait équitable! Mais non: la plus grande partie vient des gens moyens. Elle vient de ceux qui obtiennent la plus petite part du revenu national. Elle vient de ceux-là mêmes qui souffrent du déclin de la production.

La somme dérivée de l'impôt sur le revenu se chiffra à \$142,025,000 ou 28.31 pour cent du revenu total de l'année dernière. Le revenu provenant de la taxe de vente atteignit \$119,460,000, ou 23.81 pour cent du revenu total; la somme perçue des tarifs, et de la douane se chiffra à \$78,750,000 ou 15.7 pour cent de notre revenu; de la taxe d'accise (qui comporte des réductions pour l'année courante estimées à environ \$14,000,000), \$51,313,000 ou 10.23 pour cent. Ces taxes, à l'exclusion de l'impôt sur le revenu, sont payées, en fin de compte, par les consommateurs. Alors, 59.74% du revenu fédéral provient des ouvriers, des fermiers et de la classe moyenne, réduisant leur pouvoir d'achat de \$300,000,000. Comment prétendre au redressement économique en de telles circonstances?

Seule la haute finance Peut Satisfaire le Budget

En 1934, 23,600 personnes, constituant moins de 1% de la population, reçurent environ \$940,000,000, ou moyenne de \$39,860 par famille.

Ces gens à eux seuls, pourraient (suite page 4)

Qu'est-ce que la "Ligue de la Reforme démocratique"?

Le Jour, hebdomadaire de M. J.-C. Harvey, vient d'annoncer la formation prochaine d'une organisation qui s'appelle la "Ligue de la Réforme démocratique."

Comme titre, cela a l'air très bien. Mais on nous pardonnera un certain scepticisme, en attendant l'avènement de la chose elle-même. Les raisons de cette méfiance amicale sont les suivantes:

Depuis le commencement de cette année, Le Jour a fait écho à tous les arguments de la "Leadership League", organisme des McCullagh, Wright, Bassett, McConnell,

et autres millionnaires rapaces et anti-canadiens.

Au mois de mars, après la publication d'une lettre ouverte de E. Roger, qui demandait si Le Jour était devenu l'organe de la Leadership League, le "Standard", (dont le propriétaire est J. W. McConnell), a rapporté que M. Harvey avait été invité de prendre la direction de la "League" dans la Province de Québec... mais que celui-ci n'avait pas encore pris de décision.

Maintenant on annonce la formation de ce nouvel organisme, "en marge de tous les partis ou plutôt avec la colla-

boration de toute l'élite des divers partis." Ce qui ressemble un peu à la façon dont on a affiché la Ligue de McCullagh, Beatty, Bassett et consorts.

S'il s'agissait d'un mouvement populaire, en liaison avec le travail organisé, se basant sur un programme bien défini, concret et progressif, nous serions les premiers à le saluer.

Cependant, il y a deux ou trois questions auxquelles nous aimerions qu'on réponde, afin de nous rassurer:

Est-ce que cette "Ligue de la Réforme démocratique" va continuer à répéter en français les arguments de McCullagh et de la rue Saint-Jacques, comme l'a fait M. Harvey? Ou bien, dans le cas contraire:

Peut-on s'attendre à ce que ce mouvement ait le courage de dénoncer le complot des riches en vue d'établir à Ottawa un régime d'union nationale? Peut-on s'attendre à ce qu'il collabore dans cette lutte contre le Front uni du Capital financier, avec les forces saines qui sont celles du peuple?

De la réponse qu'on fournira à ces questions, on pourra juger de la sincérité et des buts réels des fondateurs de la "Ligue de la Réforme démocratique."

guille sous roche. On finira bien, un de ces jours prochains, par connaître la vérité, du moins pour ce qui concerne le gouvernement change.

En attendant, les contracteurs des environs de Québec, comme ceux de la région de Montréal, restent les bras croisés. Les ouvriers aussi.

Mais tout va bien puisque la Dufresne s'engraisse! "Ya d'a joie..." (L'Attaque, 18 mai, 1939.)

Lu dans la Presse

La Dufresne s'engraisse

La Dufresne Engineering, sœur siamoise de la Dufresne Construction, travaille à plein rendement au grand barrage du Témiscamingue.

On sait que le premier ministre a refusé à l'honorable Bouchard la réclamation une enquête sur les activités de ces deux compagnies.

On sait également ce qu'on révèle les procédures inventées contre la première par un actionnaire de la seconde.

Alors que la plupart des contracteurs ordinaires à travers la province n'ont pas encore commencé les travaux que leur confie le gouvernement chaque printemps, la Dufresne travaille à plein rendement.

C'est un traitement de faveur auquel elle est habituée puisqu'elle a toujours obtenu ses contrats sans soumission.

L'attitude de M. Duplessis, en refusant une enquête sur la manière dont ces contrats ont été obtenus, laisse croire qu'il y a an-

BULLETIN D'ABONNEMENT

Ci-inclus veuillez trouver la somme de

Pour un abonnement de

Nom

Adresse

Tarif de l'abonnement: Un an \$1.00; six mois, 50c; trois mois, 25c
Case Postale 2, Station N, Montréal, P. Q.

"NOUS DEVONS LUTTER POUR NOS DROITS"

M. Woodsworth

Dans un vigoureux discours prononcé lundi le 15 courant à Oshawa, devant la Société Canadienne des Droits de l'Homme, M. J.S. Woodsworth, chef du parti C.C.F., dénonça la récente déclaration du procureur-général Gordon Conant comme "nettement séduiteuse."

"Dans mon opinion, déclara M. Woodsworth, le procureur-général pourrait fort bien être accusé de sédition devant la cour pour avoir mis en doute les droits individuels, la liberté personnelle et la démocratie au Canada."

"M. Conant est pessimiste quant à savoir si le présent système démocratique peut se prêter à la solution de nos problèmes actuels. Il reconnaît que la liberté individuelle et la démocratie sont des choses merveilleuses, mais il se demande si nous pouvons encore les maintenir telles qu'elles le sont actuellement."

DOCTRINES NAZIES

Un tel point de vue semble indiquer que nous sommes pour avoir le travail forcé. M. Conant semble aussi vouloir l'unification forcée des chemins de fer, et leur contrôle indépendant du parlement. Sur la question de la défense nationale, désire-t-il le service obligatoire, l'encouragement de notre vie nationale? Je considérerais cela comme nettement séduiteuse!

"C'est essentiellement la doctrine nazie que l'on prêche ici en haut lieu. Je vous dis que si nous, au Canada, sommes conquis par le nazisme, nous serons conquis par le nazisme qui est à l'œuvre à l'intérieur de nos propres frontières."

M. Woodsworth prévint ses auditeurs contre les brèches que l'on pratique dans nos droits britanniques un peu partout au Canada. "En fait, dit-il, chaque génération doit lutter pour maintenir et reconquérir ses propres droits démocratiques."

VICTOIRE DEMOCRATIQUE

L'orateur se déclara heureux de venir, dit-il, parler d'une victoire des forces de la démocratie — l'adoption du récent amendement au code criminel canadien rendant illégal à tout employeur l'intimidation d'un employé pour activités unionistes.

"Pour la première fois dans l'histoire canadienne, déclara-t-il, le droit d'organisation ouvrière est reconnu par la loi. Ceci constitue une grande victoire morale, quelles que soient les erreurs de la loi à cet effet. Maintenant c'est une offense pour un employeur que de refuser de permettre à un ouvrier d'appartenir à une union."

M. Woodsworth insista sur l'importance d'une telle loi, parce que, dit-il, — et il appuya sur ce point — nous ne préserverons nos libertés politiques que si nous étendons cette liberté au domaine économique."

LES VILLES DES COMPAGNIES

Derrière nos apparentes libertés politiques, dit M. Woodsworth, il existe de puissantes restrictions économiques. Et la situation dans les villes appartenant aux compagnies est le reflet typique de cet état de choses. "J'ai pénétré dans des villes appartenant aux compagnies, dit-

il, où quiconque entre dans la ville doit faire face à la police montée d'un côté et au commis de la compagnie de l'autre. Certaines compagnies vont jusqu'à faire payer l'usage du port, afin d'empêcher les citoyens de faire venir par lettre ce dont ils ont besoin pour qu'ils achètent dans les magasins locaux de la compagnie. Un ministre que je félicitais de sa belle église dans une ville appartenant à une compagnie me dit: "Mais il faut que je prêche la doctrine de la compagnie". Recevoir dans l'une de ces villes une lettre dont l'enveloppe porte l'étiquette d'une union équivaut à un congédiement immédiat."

ON DOIT RECONNAITRE LES UNIONS

"Jusqu'à un certain point, déclara M. Woodsworth, nous vivons tous dans des villes appartenant aux compagnies. Nous ne faisons que commencer à réaliser que si nous sommes pour exercer nos droits de parole, de presse et d'association, nous devons posséder les moyens d'accomplir cela. Il ajouta que la reconnaissance des unions était le seul moyen de maintenir une paix permanente, démocratique dans nos relations industrielles."

On proteste contre le Budget

(suite de page 1)
de vente afin d'augmenter la demande. Car il doit y avoir un marché avant d'établir une industrie.

"Je désirerais faire remarquer, continua-t-il, que si l'on abolissait cette taxe, la somme équivalente à cette taxe irait pour l'achat de commodités. Cela augmenterait la demande pour la valeur de la taxe de vente, qui se chiffre, je crois, à \$126,000,000."

"J'irai plus loin. Si l'on peut permettre une augmentation du pouvoir d'achat, c'est-à-dire du revenu national, de \$201,000,000, le chômage serait pratiquement aboli. Car les salaires additionnels au l'augmentation du travail nécessaire pour la production de ces marchandises fourniraient du travail à ceux qui sont en chômage actuellement."

62 Hommes emprisonnés au fond de l'Océan

D'après un rapport de Portsmouth, N.H., l'équipage du sous-marin Squalus, No. 192, est vivant, bien qu'emprisonné sous la mer près des Isles of Shoals en face de la côte de New Hampshire. Le sous-marin s'est submergé pendant des exercices navales, et n'a pas pu monter à la surface de l'océan à cause d'une faute dans le mécanisme, qui a laissé entrer l'eau. Les 62 officiers et hommes de l'équipage ont averti un autre sous-marin, par le moyen d'une bouée portant un fil téléphonique, qu'ils étaient tous vivants et qu'ils pourraient continuer repêchant plusieurs heures en attendant les appareils de sauvetage.



Le gaz asphyxiant est un article important dans les préparations de guerre, employé contre les soldats dans les tranchées et pour massacrer la population civile, ce dernier emploi étant un principe de la guerre fasciste. Voici des soldats britanniques qui pratiquent la technique de nettoyer les endroits atteints des gaz asphyxiants et des bombes incendiaires, pendant que Chamberlain refuse un pacte solide pour arrêter l'agression.

M. Dies, Commissaire-voyageur de Wall St.

(suite de page 1)

rique et incroyablement d'une prétendue révolution rouge qui devait éclater aux Etats-Unis au mois d'août prochain! Les historiens de ce genre ont pour but de détourner l'attention du public du danger bien réel du fascisme. En effet, un général mis à la retraite, aux Etats-Unis, un nommé Moseley, vient d'être identifié comme l'organisateur d'une tentative de coup d'état pour renverser le régime de Roosevelt. Le rôle de M. Dies consiste à fabriquer des croque-mitaines rouges, afin de faciliter la marche en avant des forces fascistes nourries par les millionnaires de Wall Street.

On comprend la sympathie qu'éprouve pour lui M. Bassett, animateur de la "Ligue des Fuchers" au Canada...

Pas de changement pour Danzig

Le comité spécial de la Ligue des Nations a recommandé qu'il n'y ait pas de changement dans l'administration de la ville libre de Danzig. La demande d'Hitler est que la ville soit rendue à l'Allemagne nazie.

62 Hommes emprisonnés au fond de l'Océan

Plusieurs navires de sauvetage de différentes espèces se précipitent vers l'endroit où le sous-marin Squalus est censé se trouver. Des scaphandriers sont prêts à descendre pour aider dans le soulèvement du vaisseau. On rapporte que le sous-marin est muni de poussoirs artificiels pour chaque membre de l'équipage, et qu'ils pourraient quitter leur vaisseau et monter à la surface le cas échéant.

L'accident nous rappelle un naufrage pareil en 1927, avec une perte de 40 vies. Les autorités américaines ont l'espoir de sauver le Squalus sans perdre un homme.

"Travaux" pour les Chômeurs?

(suite de page 1)

gements salubres à bon marché. Nous aimons croire néanmoins que ceux qui ont charge de s'occuper de ce programme de travaux s'appliqueront à faire travailler le plus grand nombre de chômeurs possible, et à des salaires raisonnables. Quand nous disons "raisonnable", nous donnons, à ce mot son véritable sens, qu'il ne faut pas confondre avec celui que lui prêtent les ordonnances de M. Duplessis dites "raisonnables".

Apparemment, on a l'intention d'imiter, pour ces prochains travaux, la façon inhumaine avec laquelle M. Carignan a fait effectuer les travaux de chômage à Lachine. Car M. Blanchard, le directeur des travaux publics, vient de visiter les travaux exécutés dans cette municipalité, à Verdun et ailleurs. On se rappelle comment furent traités les chômeurs à Lachine, au cours de l'accomplissement des travaux effectués dans cette municipalité, à Verdun et ailleurs. En plus de travailler uniquement pour leurs secours, ils étaient conduits comme de véritables esclaves, remplaçant, dans les travaux les plus pénibles, les chevaux et les machines.

Selon un expert en la matière, ces travaux occupent, d'ici 1942, environ 25,000. Si tel est le cas, nous pouvons dire avec M. l'échevin Rochon que le chômage sera une affaire pratique, liquidée à Montréal, d'ici deux ans et demi.

Cependant, si l'on veut réellement améliorer le sort des sans-travail il faut, nous le répétons, leur payer un salaire raisonnable. Qu'on ne leur fasse pas l'injustice de les faire travailler uniquement pour leurs secours. Car si l'on agit ainsi, l'on s'assure à l'avance le mécontentement des chômeurs, voire même leur hostilité.

Qu'on le sache bien, les chômeurs veulent travailler à des salaires raisonnables et non pas pour des gages équivalant aux secours directs. Las de subir une démoralisante oisiveté dans la misère ils ne veulent pas, et ils ont raison, pour ainsi dire acheter cette misère par un labeur pénible.

L'Allemagne s'intéresse au Canada de La Greve au Port de Montreal

A l'occasion de la visite du roi et de la reine au Canada, le monde entier a les yeux tournés vers notre pays. Il n'est pas un pays dont les journaux n'aient consacré des articles au Canada. Et l'Allemagne y est allée aussi de sa prose envenimeuse au sujet de notre pays. Entre autres articles, celui du "Boersen Zeitung" laisse percer tout l'intérêt que l'Allemagne porte au Canada. Ce journal déclare en effet que "le Canada souffre dans l'abondance". Et il suggère aux Allemands de s'intéresser davantage aux affaires canadiennes.

Une telle suggestion est inutile. L'Allemagne ne s'intéresse que trop à notre pays. La nuée d'espions nazis qui parcourent le Canada en luttant contre la démocratie nous le prouve suffisamment.

Et puis, comme preuve supplémentaire de ce grand intérêt à notre pays, nous parvient la nouvelle qu'un Allemand, sur les ordres de Hitler sans aucun doute et dans un but de pénétration insidieuse, désire établir à Winnipeg une industrie pour la fabrication du sucre avec la betterave.

Depuis longtemps l'on considère qu'une telle industrie serait d'une grande importance pour le Manitoba. Mais comme elle comporte des risques assez graves, personne n'a manifesté l'intention de lancer cette industrie, et cela malgré les offres généreuses du gouvernement.

Alors, le fait qu'un Allemand du nom de Albert Flagenheimer s'intéresse beaucoup à cette idée de tirer du sucre de la betterave provoque la suspicion des gens de la région.

On se demande si ce C. Flagenheimer, en raison de ses antécédents, n'est pas plutôt intéressé aux produits chimiques servant à la guerre, que l'on peut extraire de la betterave.

Car le "Chemical Worker", organisme des ouvriers organisés des produits chimiques, déclare:

"Ce développement comparativement nouveau (industrie de la betterave à sucre) grassement subventionné par l'Etat peut paraître fort innocent, mais ici encore la production peut être dirigée vers l'industrie de guerre. A la suite de recherches chimiques, en temps de besoin, on est parvenu à extraire de la betterave à sucre d'assez grandes quantités de glycérine, d'alcool, d'acétone et d'acide prussique."

Evidemment, seul l'avantage de pouvoir créer une industrie de guerre intéresse ce représentant de l'Allemagne nazie.

Car, dans un mémoire, M. Flagenheimer réclame quelques concessions. Il insiste par exemple pour que toute la machinerie exigée soit importée de l'Allemagne ou de la Tchécoslovaquie, sous prétexte que ces pays peuvent fournir la machinerie à un prix inférieur à celui des Etats-Unis.

Bien qu'une industrie de betterave à sucre soit profitable aux citoyens du Manitoba, une telle entreprise lancée par un fasciste comporte trop de risques pour que les autorités intéressées fassent montre d'un enthousiasme empressé à l'égard du projet de M. Flagenheimer.

De plus, une telle entreprise peut fort bien être qu'un autre moyen détourné pour employer les matières premières du Canada aux fins d'agression de Hitler.

ERNST TOLLER EST MORT

L'écrivain allemand Ernst Toller fut trouvé mort dans sa chambre d'hôtel à New York cette semaine.

La police a déclaré que Toller s'était pendu. La secrétaire de l'écrivain, Miss Elsie Burrows déclara que Toller était malade depuis longtemps.

AVEZ VOUS LU?

Une Publication d'Actualité

"Je Vous Ai Promis"

un exposé sensationnel de la plume de

l'Hon. Maurice Duplessis

AVEC UN COMMENTAIRE

Par E. ROGER

Préparez vos commandes!

2 SOUS LA COPIE

Dimanche dernier, à l'issue de l'assemblée régulière des membres du local 1450 des manutentionnaires de charbon, affilié à l'Union Internationale des débardeurs, plus de 140 ouvriers préposés à la manutention du charbon pour le compte de Mongeau and Robert Co. au port de Montréal ont décidé de se mettre en grève.

Et, depuis lundi matin, un cordon de piquetage surveille le charbonnier "Amabelitas" qui est en rade à la section 32 du port. L'on ne compte que quelques "scabs" à l'intérieur du navire.

La décision de déclarer la grève a été prise à l'unanimité des membres du local 1450 à la suite du refus de la compagnie de respecter les engagements que lui imposent le contrat collectif affectant cette industrie.

En effet, cette compagnie, malgré les représentations répétées des ouvriers, refuse de permettre à ses employés d'appartenir à l'union de leur choix. Et, ce qui a motivé la grève, c'est surtout le fait que Mongeau et Robert Co. a congédié des unionistes et refuse de reconnaître les clauses de l'union. L'un des officiers de cette compagnie a même déclaré qu'il ne tolérerait aucun membre de l'Union Internationale à son emploi.

Comme nous le disions plus haut, les équipes de piquetage se relèvent régulièrement à la section 32 du port. Tout se passe dans le calme et le bon ordre.

Interrogés, les officiers de l'union ont déclaré que les ouvriers sont bien décidés à lutter jusqu'au bout pour la reconnaissance de leur union et le respect de toutes les clauses du contrat collectif. Ces officiers ont ajouté qu'ils croient que la grève durera jusqu'à l'arrivée d'un second navire la semaine prochaine. A ce moment, la compagnie ne pourra se passer de la main-d'œuvre nécessaire au déchargement de ces deux

Mise au Point au Sujet de la Défense nationale

Parlant dans le débat sur les crédits du Ministère de la Défense nationale, qui a commencé vendredi dernier, M.J.N. Francoeur (lib., Lotbinière) a répondu à ceux qui s'opposent à la défense du pays sous prétexte que c'est une "course aux armements", et qu'il faut s'isoler du monde entier, et ainsi de suite. Voici quelques extraits du discours:

"Nous sommes appelés à voter, cette année, les crédits plus considérables pour la défense nationale. L'intérêt seul du pays doit inspirer notre décision, tout en tenant compte des événements qui, depuis quelques mois, créent une situation de plus en plus grave. Que nous voulions ou non, ces événements, nous en subissons le contre-coup; nous ne pouvons les ignorer. Ils nous imposent de nouvelles obligations, dont la première est d'augmenter et de développer nos armements en vue de la défense du pays. En certains milieux, on combat ces armements craignant qu'ils ne nous entraînent fatalement dans de nouvelles aventures. On ajoute: Pourquoi des dépenses con-

sidérables et contre qui armions-nous?"

"C'est le devoir de tout citoyen de défendre son pays. Il ne peut le défendre que si on lui en fournit les moyens."

"Les tenants de la neutralité ne peuvent assurément prétendre jour de cette neutralité sans la protéger en cas d'agression. On se protège contre les risques d'accident et de maladie en prenant une police d'assurance. Cela ne signifie pas nécessairement que l'assurance sera atteinte de maladie ou victime d'accident, mais si la maladie se déclare, si un accident survient, l'assuré profitera d'une protection efficace, il en est de même de la défense du pays. Ce n'est pas lorsque l'agression est commencée que la guerre est déclarée, qu'il faut recourir aux moyens de défense."

M. Francoeur fit ensuite allusion à la campagne qui se poursuit dans la province de Québec contre ce qu'on appelle la "course aux armements", dans la crainte que l'augmentation des crédits militaires n'ait d'autre but que l'envoi, en cas de guerre, d'un

ECHOS

de la Visite royale

Comme c'est toujours le cas, à l'occasion de cérémonies officielles de grande envergure, comme celles qui ont accompagné la visite des souverains, le côté humoristique ne manque pas de se faufiler ici et là, dans les coulisses. En voici un ou deux exemples:

A Québec, alors que l'annonceur de radio décrivait la fête de réception aux Champs de Bataille, on pouvait entendre soudain cette remarque inédite, faite par un des assistants, qui ne savait pas que sa voix serait captée et transmise aux auditeurs de la radio, aux quatre coins du pays: "C'était bien plus beau que ça, dit-il, au Congrès Eucharistique!"

Au déjeuner officiel offert par le Gouvernement fédéral, à Québec, M. Duplessis s'est fait remarquer par son absence.

Parmi que les organisateurs de l'affaire n'ont pas accepté d'inviter les sœurs, nièces et petits cousins du Grand Homme, et qu'il s'est fâché en conséquence.

Mesure de sa taille...

Des gens haut-placés dans la Police à Montréal ont fait courir le bruit qu'il se préparait pour la journée de la visite un complot des Rouges.

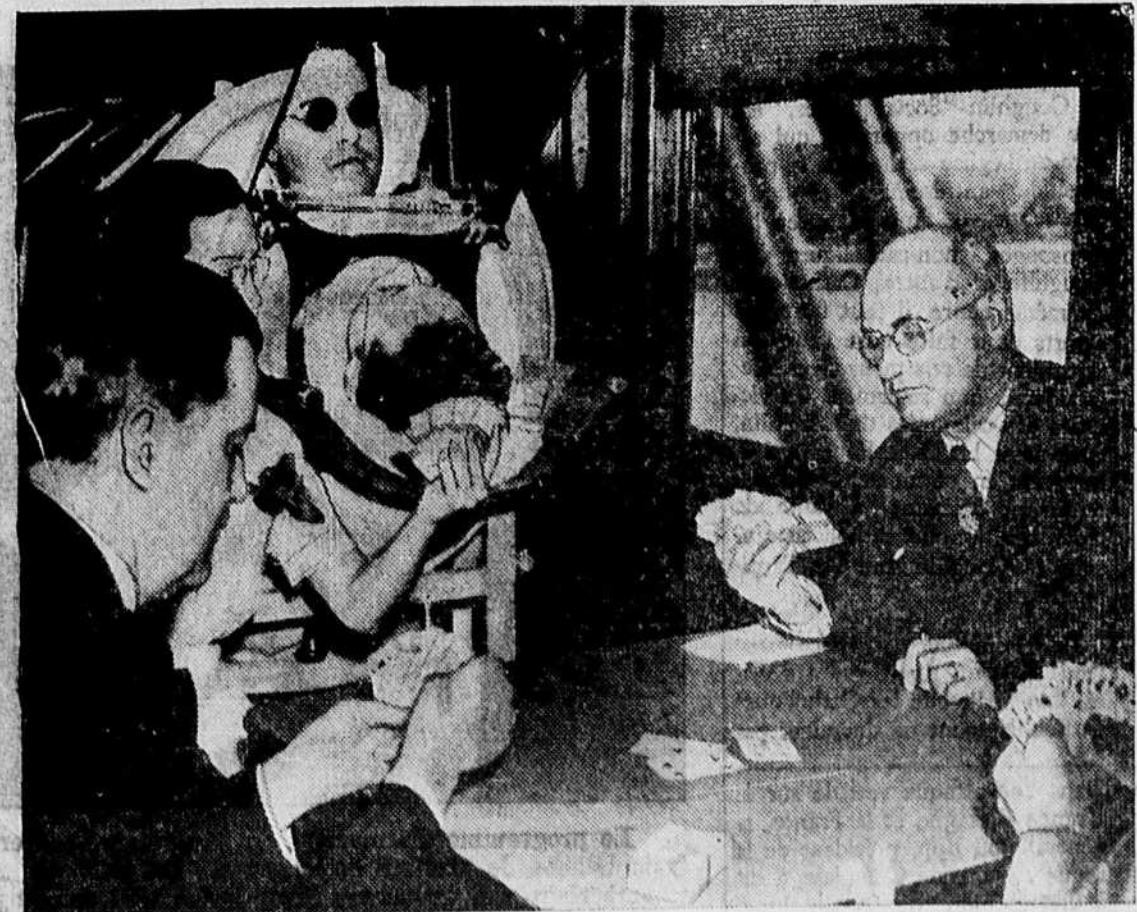
Le complot, qui naturellement faisait frémir ces héros légendaires, devait se dérouler comme suit: le soir du Banquet, à l'Hôtel Windsor, lorsque tous les invités seraient installés, et qu'ils attendraient pour être servis, les garçons de table se mettraient tous en grève, sous l'inspiration des Rouges — et les convives distingués seraient restés là, bouche bée, à attendre vainement leur souper.

Cette histoire idiote fut prise au sérieux par certaines autorités.

corps expéditionnaire en Europe. Il rappelle que, de l'avis des experts, il était impossible avec les armements modernes, pour le Canada ou les Etats-Unis d'opérer le débarquement d'un corps militaire en France ou en Angleterre.

"On laisse entendre, dit-il, que celui qui est en faveur de la défense du pays veut la guerre, et que celui qui est contre l'augmentation des crédits veut la paix. Ce raisonnement est faux et ne peut que créer la désunion, à la faveur de laquelle certains éléments indésirables seraient de s'emparer des leviers de commande."

"La guerre est une chose horrible, poursuivait-il. Faut-il pour l'éviter s'abstenir de tout moyen de défense? Faut-il demeurer dans un splendide isolement et, en cas d'agression, attendre que le voisin vienne à notre secours? Il est bon de compter sur son voisin, mais en temps de guerre, pour obtenir son aide, il faut avoir manifesté auparavant son intention de faire sa part."



Frederick Snte, jr., victime de la paralysie infantile, ne laisse pas sa maladie l'empêcher de jouer au bridge. Nous le voyons ici jouer avec son père et deux amis en route à travers l'Atlantique vers Lourdes en France, où il espère être guéri. Une nurse tient ses cartes pour qu'il puisse les regarder par le moyen d'un miroir.



Ces gars écossais ont souri gaiement à leur arrivée récente à Montréal, pour commencer une tournée de football au Canada et aux Etats-Unis. Ils joueront contre des équipes canadiennes en différentes villes du Dominion; leur dernier concours aura lieu à New York le 18 juin.

Le Pavillon soviétique à l'Exposition mondiale

Le pavillon de l'Union soviétique dans la section internationale de l'Exposition Mondiale de New York vient d'être ouverte à la presse par une grande réception.

Le corps du pavillon soviétique est en forme de demi-cercle; les ailes en marbre et la grande porte d'entrée constituent un symbole de la démocratie. Les objets exposés sont calculés à présenter une image fidèle de la vie, le travail et les succès de 170 millions de gens dans le premier pays socialiste du monde, à indiquer la transformation d'un pays autrefois arriéré en un pays où le niveau de vie du peuple va tous les jours en montant.

De la cour intérieure, arrangée en amphithéâtre, se lève la statue colossale du travailleur qui représente l'esprit de tous les gens travailleurs de l'Union soviétique. La grande étoile illuminée que cette statue lève en haut constitue un phare pour l'aviation.

La sculpture à l'extérieur et les statues et fresques à l'intérieur démontrent le principe architectural des Soviets, selon lequel les bâtiments publics sont une synthèse des arts plastiques. Sur la façade du pavillon sont onze bas-reliefs immenses qui représentent les onze républiques de l'Union, sculptés par les artistes de ces républiques.

Sur un mur entier à l'intérieur du grand vestibule est exposée une peinture gigantesque, longue de 53 pieds et haute de 30 pieds. Elle fut exécutée par un groupe d'artistes et montre les portraits de plus de cinquante personnalités célèbres de l'Union soviétique—des hommes de science, des acteurs, des chanteurs, des aviateurs, des écrivains, des musiciens, des hommes de l'Armée Rouge, des conducteurs de tracteurs, des mineurs—tous sortant de la masse de peuples soviétiques qui les entourent. A chaque côté de cette image sont les statues en marbre de Lénine et de Staline. Un deuxième mur du vestibule est occupé par une grande carte de l'Union soviétique, reproduite en pierre.

Les architectes-en-chef du pavillon de l'U.R.S.S. sont Boris M. Iofan, dessinateur du Palais des Soviets, et Karo S. Abanjan, qui a dessiné le Théâtre de l'Armée Rouge à Moscou et qui fut élu membre du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. en reconnaissance de ses services publics comme architecte.

Le pavillon est bâti en matériaux permanents: le marbre de différentes espèces domine dans la construction. Ce grand bâtiment sera transporté en pièces à l'U.R.S.S. après la clôture de l'Exposition Mondiale, et y sera rebâti en monument permanent du peuple soviétique.

Madrid, 19 mai.—Des milliers de soldats réguliers italiens, des soldats allemands, des Maures sauvages et des divisions espagnoles fascistes ont passé la revue devant le général Franco au cours de la "célébration de victoire."



Une altitude de 29,900 pieds (plus de cinq mille et demi) fut atteinte récemment par le ballon sous-stratosphérique soviétique "S.S.S.R. VR-62." L'ascension fut faite à la demande de l'Institut de Géo-physique théorique, de l'Académie des Sciences. Le ballon se trouve à gauche; à droite sont deux membres de l'équipage.

Le Budget Dunning et ce qu'il Signifie

(suite de page 2)

ent couvrir le budget, qui se chiffre à \$550,000,000 avec le déficit, et posséder encore \$16,000 par famille. Cette somme équivaut à ce que vous et moi gagnons en vingt ans ou plus. Si l'on accomplissait cela, vous et moi n'aurions pas une seule taxe fédérale à payer. Au lieu de donner à ces gens d'autres cadeaux, le gouvernement aurait pu les taxer de façon à couvrir tout le budget, tout en les laissant encore dans une situation prospère.

Si le gouvernement eût été véritablement intéressé à augmenter le pouvoir d'achat du peuple, et ainsi augmenter la demande des produits de consommation, la première chose à faire aurait été de diminuer la taxe de vente, la taxe sur le sucre, les tarifs, etc., augmentant de la sorte le pouvoir d'achat de la masse du peuple. Mais non. M. Dunning choisit plutôt de déduire de l'impôt sur le revenu des compagnies un montant équivalant à 10% de tout le capital investi durant l'année commençant au mois d'avril 1939. Bien plus, M. Dunning propose d'accorder aux puissants intérêts miniers une autre exemption de taxe pour une période supplémentaire de trois ans.

Certains soutiendront naturellement que l'abolition de la taxe de 3% soulagera le public consommateur. Cela est douteux. La disparition de cette taxe aidera

plutôt les importateurs. Cela aiderait les consommateurs qui achètent des marchandises importées, seulement si cette réduction bénéficiait au consommateur. Il est très douteux toutefois que cela soit le cas. La disparition de cette taxe n'influera pas beaucoup sur le prix des marchandises manufacturées au Canada.

L'on soutiendra de plus que la diminution de l'impôt sur le revenu stimulera les placements de capitaux dans l'industrie, faisant de la sorte diminuer le chômage. Ceci est le principal argument auquel M. Dunning a eu recours pour justifier sa politique. Mais ceci est très douteux également. M. Dunning déclara dans son discours:

"Toute firme, alors, qui commence, après le premier mai 1939, la construction, l'installation, l'amélioration, le remplacement ou l'agrandissement d'une usine, de machines ou d'équipement profitera d'une diminution d'impôt sur le revenu équivalant à 10% du coût de tels projets, jusqu'au 30 avril 1940—une année."

C'est évident! Aucun soulagement du fardeau des taxes qui pèsent si lourdement sur le peuple, mais de nouveaux cadeaux à la haute finance. M. Dunning joue certainement le rôle de père Noël auprès de la haute finance. Il est le représentant des financiers de Toronto et de Montréal dans le cabinet King.

(à suivre)

La France et l'Accord anglo-soviétique

Par SAM RUSSEL

Paris, 19 mai. — "Ce n'est pas Staline qui est à Vienne et à Prague. Ce ne fut pas Staline qui a commis l'agression contre l'Albanie. Afin d'empêcher qu'une nouvelle agression ne soit demain le signal pour une incendie générale, il est certain que l'appui de l'Union soviétique est absolument indispensable. La signature du pacte anglo-soviétique ferait un changement de l'équilibre des forces en Europe, et préserverait certainement la paix."

En ces mots, Georges Bidault, dans le journal catholique français l'Aube, commente sur le nouveau stade des pourparlers entre l'Angleterre et l'Union soviétique. Le pacte anglo-soviétique, basé sur la garantie réciproque.

De la Gauche jusqu'à l'extrême Droite, l'opinion du peuple français demande que le gouvernement fasse pression sur Chamberlain afin de changer l'attitude qui endommage la paix de l'Europe.

Sur 30 grands journaux français, pas un seul approuve la politique de Chamberlain et de Daladier, sauf les feuillets de La Roche et de Doriot. De même manière, ils approuvent tous la position ferme de l'Union soviétique qui refuse de tirer les marrons du feu.

Dans l'organe de la Confédération Générale du Travail, Maurice Harmel dévoile le rôle de Chamberlain: "Chamberlain n'aime pas l'Union soviétique. Mais lorsque Chamberlain, à titre de chef du gouvernement britannique, veut que son idéologie personnelle détermine l'action internationale de son pays, les Anglais ont le droit de refuser, et nous avons le droit de déclarer que la politique française ne devrait pas être subordonnée à de telles manœuvres."

L'opinion française ne peut pas comprendre l'attitude du gouvernement britannique au pacte soviétique, et l'explique par l'activité

de la Cinquième Colonne britannique, qui veut trahir la Grande Bretagne et la France aux mains de Hitler.

Les Français ne sont pas enclins à tolérer les actions de leurs "compatriotes" Munichois ni les activités des traitres en Angleterre, qui sabotent actuellement la paix mondiale.

"Chassons les Traîtres"

(suite de page 1)

Croix gammée, emblème trop révélateur, est une équipe de gangsters qui cherche à renverser notre système démocratique pour implanter à Ottawa une dictature de terreur et de sang. Il a été établi, lors d'un récent procès à Toronto, que les gens d'Arcand portent des armes et s'entraînent pour des actes de violence. En même temps ils prêchent la haine et la persécution de races, l'anti-sémitisme maintes fois condamné par l'Eglise.

Le Parti d'Arcand veut amener ici le régime d'Hitler qui opprime et persécute les Catholiques allemands, ainsi que les Protestants, Juifs, libéraux et démocrates.

ARCAND ET SON PARTI, AGENCE D'ESPIONNAGE ET DE GUERRE CIVILE, SONT DES ENNEMIS DE NOTRE PAYS, DES DESTRUCTEURS DE SES LIBERTÉS!

Nous, qui luttons pour le relèvement économique et social de notre peuple, contre Duplessis et les trusts, pour la défense des libertés populaires — nous faisons appel à l'UNITE de tous, libéraux, vrais nationalistes, CANADIENS, pour CHASSER DE QUEBEC L'ESPION ARCAND!

Dehors les traitres!

Section de Québec
Parti Communiste du Canada.
Québec, 18 mai, 1939.

Les Carabiniers italiens étaient en tête de la revue.

Londres, Angleterre, 19 mai.—Cinq hommes furent tués et six blessés hier par l'explosion d'un obus pendant des épreuves d'un nouveau type d'obus.

Les Ecoles italiennes sont liées à Rome

Par SYDNEY JORDAN

De nouveaux renseignements nous sont venus en main qui réfutent les arguments des officiers fascistes italiens, selon lesquels les écoles italiennes à Toronto et dans d'autres villes du Canada ne seraient pas liées à Rome et ne répandraient pas la propagande fasciste.

Parmi les premiers qui nient ce qui est maintenant accepté par un groupe d'autorités comme la commission des écoles séparées, est Tomas Mari, instituteur de l'école fasciste à Hamilton et rédacteur du journal fasciste de Toronto, Il Bollettino.

En de nombreuses lettres ouvertes et articles dans son journal, Mari a défié quiconque de prouver la nature fasciste des écoles et leur liaison avec Rome.

Nous pouvons maintenant prouver les mensonges de ce petit Duce par ses propres paroles. Récemment, les partisans de Mari à Guelph se sont vantés d'avoir établi une école du type de celles qui sont maintenant défendues dans les bâtiments des écoles séparées à Toronto. Le livre de classe dont on se sert fut préparé par Mari lui-même, et nous allons en citer des phrases pour démontrer les activités de l'agent de Mussolini.

Dans la préface Mari se dévoile lorsqu'il déclare que la méthode employée dans la préparation du manuel "à l'approbation d'autorité du Département des Italiens à l'Etranger," qui est sous le contrôle du ministre italien des affaires étrangères. Il déclare plus loin dans la préface que l'oeuvre des écoles se fait "sous l'impulsion et la direction du Duce lui-même."

Insérés dans les exercices sont des joyaux tels que la déclaration sur la page 56: "Il Duce sera connu dans l'histoire comme le plus grand génie politique du monde."

Le livre de Mari est "publié par l'Ordre des Fils de l'Italie en Ontario," société fraternelle contrôlée par des fascistes.

Justement parce qu'elles enseignaient la propagande fasciste crue, les écoles fascistes ne sont plus permises de fonctionner sur les propriétés de la commission des écoles séparées à Toronto. Pour la même raison, l'année passée, la ville de Windsor a fermé l'école fasciste dans cette ville; les autorités fédérales d'immigration ont empêché l'instituteur des classes à Windsor, un résident de Détroit, d'entrer dans le Canada.

Par ces actions des autorités la direction est donnée à tout endroit où les écoles fascistes sont des postes de recrutement pour les organisations fascistes au Canada.

Des Catholiques éminents denoncent l'Anti-sémitisme

Nous publions ici une Lettre Ouverte à l'Hérarchie catholique de l'Amérique, adressée récemment aux dignitaires catholiques aux Etats-Unis par les rédacteurs de "Equality," magazine démocratique. Parmi les signatures se trouvent le prince Hubertus zu Loewenstein, le rabbin Michael Alper, le professeur Franz Boas, Ernst Toller, Dorothy Parker, Bennett Cerf, Louis Kronenberger, Donald Ogden Stewart, Dudley Nichols, Albert Maltz et Leane Zugsmith.

Le monde entier a accueilli les déclarations de feu le Pape Pie XI, dans lesquelles il a condamné l'anti-sémitisme et le racisme.

Le peuple juif surtout a donné un accueil à la déclaration du Pape à l'effet que "il n'est pas possible pour des chrétiens de prendre partie de l'anti-sémitisme."

Les Américains démocratiques voient avec épouvante et condamnation les déclarations et les activités récentes de certains Catholiques qui violent l'esprit et la lettre des paroles du Pape à cet égard. Les activités anti-sémitiques du père Coughlin, du père Curran de Brooklyn et de certains prêtres et sociétés catholiques en différents endroits du pays, ont choqué tous les Américains démocratiques.

Dans les mots justes d'un écrivain dans le "New World," journal hebdomadaire archidiecésain de Chicago.

"Tout à fait discordant avec la direction du Saint Père sont ces Catholiques qui s'occupent de discours ou d'écrits qui ont l'effet de causer l'animosité contre les Juifs comme race. Quand même leurs paroles soient qualifiées de telle manière à avertir les gens conscients, ces écrivains, puisque la condition du monde est telle qu'elle est, devraient considérer soigneusement le danger de créer le préjugé dans les pensées des lecteurs moins discernants et de voir leurs écrits exploités par ceux qui préconisent l'anti-sémitisme."

Le père Coughlin, comme l'a indiqué Monseigneur John A. Ryan, "est désireux ou au moins enclin à avancer l'anti-sémitisme aux Etats-Unis." Coughlin se dit "un simple prêtre catholique qui tâche d'insérer la chrétienté dans le cadre du système économique."

Il nous semble que la "Chrétienté" que le père Coughlin veut insérer s'oppose diamétralement aux idées chrétiennes incorporées dans les déclarations des Papes dans les paroles de représentants de l'hérarchie américaine. Quel genre de chrétienté est-ce qui prêche la haine contre les Juifs et les autres gens non-catholiques? Jacques Maritain, le philosophe catholique, a parlé éloquemment contre la nouvelle chrétienté hérétique qui prêche la haine et la guerre, et le cardinal Cerejeira, patriarche de Lisbonne, condamne en des mots aussi forts ceux qui espèrent imposer le régime de la chrétienté sur cette terre par le triomphe de la force.

Faut-il classer tous les Catholiques qui ne sont pas d'accord avec les seize points du père Coughlin, ces points qu'il déclare être réalisés en Allemagne et en Italie, comme "le corps mystique de Satan?"

Le refus d'approbation ecclésiastique éprouvé par le journal de Coughlin "Social Justice," est une démarche opportune qui sépare de l'Eglise catholique la propagande anti-humaine et anti-chrétienne. Il faut dénoncer les mensonges non-catholiques de Coughlin et d'autres Catholiques du même genre, il faut faire des efforts pour faire taire ceux qui répandent de tels mensonges. Cela aiderait non seulement les victimes des calomnies de Coughlin, mais aussi les Catholiques qui éprouvent en ce moment un ressentiment croissant à cause de l'identification du catholicisme avec le Coughlisme et l'anti-sémitisme.

Il faut répéter sérieusement l'avis du père Ryan, qui a déclaré: "on a dit que les Catholiques particulièrement ne devraient pas

encourager cette campagne d'anti-sémitisme, de peur que les mêmes méthodes et le même sacrilège ne soient employés contre eux pendant le développement d'un prochain mouvement anti-catholique." Comme le savent tous ceux qui connaissent l'histoire de l'Eglise en Amérique, l'anti-sémitisme a toujours été accompagné ou suivi d'anti-catholicisme. Ce fait se démontre d'une manière pénible en Allemagne. Bien que le père Coughlin dise "ce n'est pas pratique pour des gens responsables d'exagérer les persécutions du Catholicisme et du Protestantisme en Allemagne," les Nazis écrivent dans le Voelkische Beobachter:

"Il nous faut reconnaître, et diriger la lutte contre, toute force internationale qui menace l'existence du peuple allemand, soit Internationale des prolétaires, l'Internationale Noire des Juifs et des Catholiques, ou l'Internationale d'Or du capital financier juif."

La division ariste atteint gravement à l'unité de l'Eglise non seulement comme corps international mais surtout en Amérique où elle fut bâtie par la coopération et l'unité de différents immigrants et descendants d'immigrants de divers nations et races.

Dans votre Lettre Pastorale adressée à tous les Catholiques américains le 24 novembre, 1938, vous avez déclaré:

"Notre pays avait son origine dans une lutte pour la liberté."

Une fois, ois établi comme république indépendante, il est devenu l'asile de ceux qui préféraient la liberté en Amérique aux conditions de vie dans leurs propres pays. Malgré les différences de culture, de foi et de capacité pour le gouvernement du peuple par le peuple, ils avaient en commun le désir de la liberté et de la recherche du bonheur... Ces faits naturellement nous inspirent une fierté honnête pour notre pays, sa fidélité à nos institutions libres, confiance en notre avenir...

"Sa Sainteté fait appel à la défense de notre gouvernement démocratique, formulé dans une Constitution qui garanti les droits inaliénables de l'homme. Cet appel approuve d'une façon solennelle la position traditionnelle de l'hérarchie américaine, celle de l'allégeance constante à nos institutions américaines."

L'anti-sémitisme viole les principes traditionnels de la démocratie, les doctrines de l'Eglise catholique. Nous vous implorons d'examiner et d'arrêter les activités de ces Catholiques qui violent l'appel du Pape à l'hérarchie américaine et qui s'écarter de leur allégeance aux institutions démocratiques américaines. Nous vous pressons de coopérer avec les Protestants, les Juifs et tous les gens démocratiques dans la défense des droits démocratiques et de la liberté de la religion, dans la lutte contre l'anti-sémitisme et le racisme.

Des "Journalistes" allemands reviennent au Canada

Lorsque Erich Windels, consul général allemand au Canada fut rappelé en Allemagne "pour affaires" il y a plusieurs mois, nombre de signes semblaient indiquer une nouvelle orientation des activités de la machine de propagande établie au Canada.

Depuis lors, le "Deutsche Zeitung" de Winnipeg, organe nazi, est devenu plus bouillonnant que jamais dans sa propagande hitlérienne, dans ses attaques contre les traditions démocratiques de notre pays et ses incitations aux conflits raciaux.

Maintenant nous parvient la nouvelle que plusieurs "journalistes" nazis sont au pays et que des articles paraissent dans des journaux de l'Allemagne s'occupant du Canada.

Le Dr. Bruno Siemers, journaliste nazi, séjourne dans notre pays depuis août l'année dernière. Il y a aussi un nouvel arrivé dans la personne du baron Kurt von Stutterheim du "Deutsche Allgemeine Zeitung."

Le fait que le baron von Stutterheim se vante d'être l'ami intime de Werner Haag nous porte à croire que ces "journalistes" nazis s'intéressent à autre chose qu'au reportage. Car Haag, cela est reconnu depuis longtemps, est

un paravent nazi masquant sous le nom de représentant officiel du chemin de fer d'Etat allemand.

L'on se rappellera que des "journalistes" nazis furent expulsés de la Tchécoslovaquie comme espions, et que le récent coup de filet effectué à Londres frappa aussi de soi-disant journalistes allemands.

Quoi qu'il en soit, il est significatif de remarquer que le "Boersen Zeitung," journal de Berlin, dans un article concernant le Canada par le Dr. Ullman, posa la question d'un problème "canadien-français," et que le baron von Stutterheim affirme son intention d'écrire à propos de "la question canadienne-française."

Ceci s'assimile à la présente stratégie des agents nazis qui essaient de s'ouvrir une voie ici en créant artificiellement une sorte de problème "sudète" en opposant les Canadiens-français aux Anglo-Canadiens.

L'envie manifeste avec lequel les nazis considèrent le Canada, l'attention de plus en plus étroite qu'ils portent à notre pays et l'intensification de leur propagande ici rendent plus nécessaire que jamais une attitude ferme de la part des autorités contre ces agents qui profitent de la passivité du gouvernement.

LA DEFENSE NATIONALE DU CANADA

III.
Par E. ROGER

Dans les articles précédents, nous avons constaté la nécessité d'une politique de défense de notre sécurité nationale. Nous avons en même temps analysé brièvement les facteurs dont on doit tenir compte en formulant une telle politique. En conclusion, examinons deux ou trois questions d'ordre pratique.

Les forces armées du Canada ont leur origine à l'époque de la première colonisation française; leur but était de défendre la colonie contre les attaques des sauvages ou des colons anglais du sud. La première milice était organisée, donc, en prévision d'attaques partant d'autres régions du continent, ou bien d'invasion navale par la voie du Saint-Laurent.

"La clause du service universel dans notre présente loi de la milice, qui a fait l'objet de tant de discussions, est la plus ancienne loi au Canada, car elle remonte aux premiers temps du régime français à Québec." Telle est l'opinion de M. Ian Mackenzie (débat à la Chambre, le 26 avril, 1939).

Evidemment, il y a un changement de première importance qui est survenue depuis cette époque lointaine. Les forces armées du Canada depuis soixante ans n'existent pas en prévision d'une attaque d'un voisin continental. La

guerre avec les Etats-Unis n'est plus considérée comme une éventualité pratique. Reste encore à considérer l'autre éventualité, celle d'une attaque venant d'outre-mer. Comme nous l'avons vu déjà, cette possibilité est devenue de plus en plus immédiate avec les agressions répétées des puissances fascistes, et le développement formidable des moyens techniques de communication et de destruction.

Donc, le deuxième but qu'on assignait à nos forces armées reste en vigueur et prend de plus en plus un caractère d'actualité. C'est de ce côté-là que le travail est à faire. Il existe incontestablement des lacunes. M. Mackenzie en a cité des exemples, pendant le débat récent.

Même l'année dernière, le Canada ne possédait aucun avion de bombardement; on n'avait en tout qu'une trentaine d'avions de service. Il y a quelques années seulement, il n'existait pas au pays un seul canon anti-aérien de modèle récent. L'artillerie ne possédait de munitions que pour 90 minutes de tir. Et l'armement de défense côtière était nettement insuffisant. Il l'est encore, surtout en ce qui concerne les côtes d'Atlantique.

Parmi les recommandations des fonctionnaires de la milice, rendues publiques par le ministre, se trouvent les items suivants: 12 canons lourds de défense côtière;

123 canons anti-aériens; 6 canons légers à tir rapide... etc. Une partie des recommandations se rapporte au besoin de mécaniser et motoriser des forces d'infanterie et de cavalerie, dont l'équipement reste encore assez vieille mode.

Un autre problème, qui a été soulevé par M. MacNeil, député C.C.F., est le fait que le matériel provient exclusivement de l'Angleterre (sauf quelques machines, etc., fabriquées aux Etats-Unis), et il serait bien plus logique de s'approvisionner chez nos voisins du sud. Les livraisons anglaises se font attendre pendant des années, et encore!

DEFENSE NATIONALE

ET IMPERIALISME

Un certain nombre de mesures de défense côtière et anti-aérienne sont nécessaires. Elles coûteront de l'argent. Mais les journaux et les politiciens qui favorisent la soi-disant "neutralité absolue" s'opposent à toute dépense de ce genre. Le prétexte qu'ils donnent, c'est que tout cela va servir aux fins de l'impérialisme. En théorie, ces gens se disent en faveur de la défense du territoire canadien. En pratique, ils font une propagande acharnée en faveur des agresseurs Hitler et Mussolini, tout en s'opposant aux mesures de défense nationale et à la politique de l'action concertée pour défendre la paix.

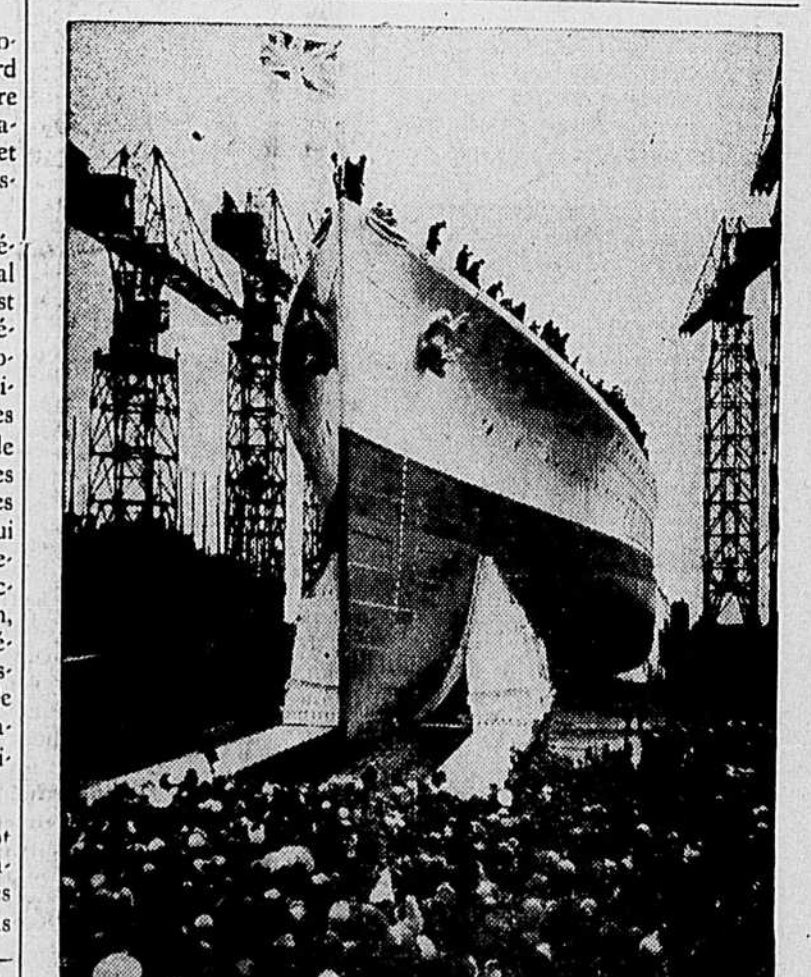
Nous, nous sommes farouche-

ment opposés à l'impérialisme, et nous voulons que tout soit fait afin d'éviter à ce pays les horreurs d'une nouvelle guerre mondiale. Mais cela ne veut nullement dire que nous nous opposons aux mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité du pays. Au contraire, nous voyons comme facteur principal dans la maintenance de cette sécurité, l'adoption par le Canada d'une politique extérieure indépendante de celle de Chamberlain: une politique qui nous rapproche de la position courageuse et réaliste du Président Roosevelt: l'unité démocratique pour faire arrêter les agressions et sauver la paix.

Ce ne sera que lorsque notre pays poursuivra une politique indépendante de ce genre là, que nous pourrons avoir l'assurance que les dépenses militaires ne seront pas utilisées pour des fins réactionnaires, étrangères aux véritables intérêts du pays.

La doctrine de la "neutralité absolue" fait le jeu des agresseurs, des impérialistes amis de Chamberlain, et de tous les ennemis de la paix.

La reconnaissance des "droits sacrés de la liberté et de la dignité humaine", au moyen de l'action concertée pour la paix, garantira notre sécurité et donnera l'assurance que les mesures pratiques de défense nationale qui peuvent être adoptées, serviront réellement les intérêts canadiens.



Le programme d'armement en Angleterre coûtera trois milliards de piastres cette année. La politique de Chamberlain, qui encourage l'agression tout en augmentant le budget d'armement, constitue une saignée lourde pour le peuple. Nous voyons ici le vaisseau de guerre Prince de Galles, de 35,000 tonnes, mis à l'eau à Birkenhead.